

**POUR INFORMATION**

TREIZIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Exécution du programme de l'OIT en 2004-05*Addendum***Annexe****Rapport sur l'utilisation des ressources**

Le présent addendum fournit des informations sur les dépenses de 2004-05 par objectifs stratégiques et objectifs opérationnels selon les trois sources de financement dont dispose le Bureau. Des informations plus détaillées seront présentées dans le rapport sur l'exécution du programme soumis à la Conférence internationale du Travail en juin 2006.

Les tableaux 1 et 2 indiquent les dépenses consacrées aux objectifs stratégiques, financées par le budget ordinaire et par les ressources extrabudgétaires. Des informations plus détaillées sur les dépenses financées par le budget ordinaire ainsi que sur les dépenses de coopération technique financées par des fonds extrabudgétaires figurent dans les rapports y relatifs présentés au Conseil d'administration: *Programme et budget pour 2004-05 – Compte du budget ordinaire et Fonds de roulement au 31 décembre 2005*¹ et *Programme de coopération technique de l'OIT, 2004-05*². Les informations concernant l'utilisation de l'excédent 2000-01 sont présentées par catégories de dépenses approuvées par le Conseil d'administration (tableau 3) et par objectif stratégique (tableau 4). Tous les montants sont en dollars.

¹ Document GB.295/PFA/1 (mars 2006).

² Document GB.294/TC/1 (nov. 2005).

Tableau 1. Budget ordinaire

Objectifs stratégiques et opérationnels	Programme et budget 2004-05	Programme et budget 2004-05 révisé ¹	Dépenses
1. Normes et principes et droits fondamentaux au travail	70 521 791	70 766 259	70 687 194
1a. Normes et principes et droits fondamentaux au travail	5 744 022	5 763 934	5 757 494
1b. Travail des enfants	12 039 059	12 080 793	12 067 296
1c. Activités normatives	52 738 710	52 921 532	52 862 404
2. Emploi	125 496 063	125 931 103	125 511 652
2a. Appui à la politique de l'emploi	43 411 475	43 561 964	43 416 867
2b. Connaissances, compétences et employabilité	37 601 647	37 731 995	37 606 318
2c. Création d'emplois	44 482 941	44 637 144	44 488 467
3. Protection sociale	72 466 508	72 717 717	72 582 784
3a. Sécurité sociale	30 851 064	30 958 011	30 900 566
3b. Conditions de travail	41 615 444	41 759 706	41 682 218
4. Dialogue social	128 067 914	128 511 870	128 159 182
4a. Partenaires sociaux	80 818 361	81 098 523	80 875 956
4b. Gouvernements et institutions du dialogue social	47 249 553	47 413 347	47 283 226
Total objectifs stratégiques	396 552 275	397 926 949	396 940 812

¹ Voir note 1, document GB.295/PFA/1 (mars 2006).

Tableau 2. Activités de coopération technique financées par des fonds extrabudgétaires

Objectifs stratégiques et opérationnels	Dépenses 2004-05 ¹
1. Normes et principes et droits fondamentaux au travail	130 908 630
1a. Normes et principes et droits fondamentaux au travail	16 663 177
1b. Travail des enfants	112 292 927
1c. Activités normatives	1 952 526
2. Emploi	78 289 716
2a. Appui à la politique de l'emploi	8 017 077
2b. Connaissances, compétences et employabilité	11 676 288
2c. Création d'emplois	58 596 351
3. Protection sociale	34 962 493
3a. Sécurité sociale	15 220 939
3b. Conditions de travail	19 741 554
4. Dialogue social	24 905 071
4a. Partenaires sociaux	7 345 755
4b. Gouvernements et institutions du dialogue social	17 559 916
Total objectifs stratégiques	269 065 910
Objectifs d'action communs: Les ressources affectées à ces activités contribuent aussi à la réalisation des objectifs stratégiques	
Une approche intégrée du travail décent	5 443 719
Réduction de la pauvreté et intégration sociale	1 079 100
Egalité entre hommes et femmes	2 184 751
Partenariats internationaux	162 183
Connaissances et statistiques	111 466
Communication et visibilité	56 409
Institut international d'études sociales	72 340
Centre international de formation de l'OIT, Turin	2 604 960
Total objectifs d'action communs	11 714 928
Renforcement des capacités de gestion	2 843 811
Total général objectifs stratégiques	283 624 649

¹ Dépenses à titre provisoire.

Tableau 3. Utilisation de l'excédent 2000-01 par catégories de dépenses approuvées par le Conseil d'administration

	Allocation de ressources initialement approuvée par le Conseil d'administration ¹	Dépenses au 31 décembre 2003	Dépenses 2004-05
Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation	2 800 000	2 797 763	2 237
Normes internationales du travail	2 900 000	754 367	1 872 089
Réponse aux crises et aux situations d'urgence	8 000 000	2 274 953	3 854 888
Afrique	1 911 000	492 287	449 407
Amériques	1 774 500	788 025	878 800
Etats arabes	1 403 000	205 927	802 028
Asie et Pacifique	1 800 500	323 521	1 286 378
Europe et Asie centrale	611 000	212 031	316 580
Activités entreprises à la suite des événements du 11 septembre 2001	500 000	253 162	121 695
Sûreté et sécurité du personnel	3 450 000	2 689 501	789 032
Investissements dans les capacités de gestion	6 000 000	1 748 280	1 846 614
Services régionaux	10 000 000	1 450 963	4 773 822
Afrique	2 940 000	494 422	1 456 740
Amériques	2 730 000	279 524	1 059 144
Etats arabes	620 000	–	387 890
Asie et Pacifique	2 770 000	484 018	1 371 532
Europe et Asie centrale	940 000	192 999	498 516
Statistiques	2 000 000	673 487	1 107 254
Egalité entre hommes et femmes	2 000 000	252 457	1 358 058
Communications externes	3 500 000	1 546 348	1 090 716
Tripartisme et dialogue social	2 900 000	70 995	2 595 481
Sous-total	43 550 000	14 259 114	19 290 191
Investissements dans le bâtiment et le logement	2 750 000	2 750 000	–
Investissements dans les systèmes informatiques	5 000 000	5 000 000	–
Total	51 300 000	22 009 114	19 290 191

¹ Document GB.294/PFA/9 (novembre 2005), *Utilisation de l'excédent 2000-01*.

Tableau 4. Etat indicatif des dépenses pour les résultats par objectifs stratégiques et opérationnels

Objectifs stratégiques et opérationnels	Dépenses inscrites au budget ordinaire	Dépenses financées par des fonds extrabudgétaires	Dépenses financées par l'excédent 2000-01 *	Total
1. Normes et principes et droits fondamentaux au travail	70 687 194	130 908 630	2 257 992	203 853 816
1a. Normes et principes et droits fondamentaux au travail	5 757 494	16 663 177	871 786	23 292 457
1b. Travail des enfants	12 067 296	112 292 927	0	124 360 223
1c. Activités normatives	52 862 404	1 952 526	1 386 206	56 201 136
2. Emploi	125 511 652	78 289 716	6 067 075	209 868 443
2a. Appui à la politique de l'emploi	43 416 868	8 017 077	2 350 593	53 784 538
2b. Connaissances, compétences et employabilité	37 606 318	11 676 288	707 333	49 989 939
2c. Création d'emplois	44 488 467	58 596 351	3 009 149	106 093 967
3. Protection sociale	72 582 784	34 962 493	250 136	107 795 413
3a. Sécurité sociale	30 900 566	15 220 939	131 405	46 252 910
3b. Conditions de travail	41 682 218	19 741 554	118 731	61 542 503
4. Dialogue social	128 159 182	24 905 071	4 232 340	157 296 593
4a. Partenaires sociaux	80 875 956	7 345 755	3 168 705	91 390 416
4b. Gouvernements et institutions du dialogue social	47 283 226	17 559 316	1 063 635	65 906 177
Autres utilisations des fonds excédentaires au titre des objectifs stratégiques *			6 482 648	6 482 648
Total objectifs stratégiques	396 940 812	269 065 910	19 290 191	685 296 913

* Au cours de la période 2004-05, quelque 12,8 millions de dollars de fonds excédentaires ont servi à financer des initiatives qui peuvent être explicitement rattachées aux objectifs stratégiques. Un montant supplémentaire de quelque 6,48 millions de dollars a été alloué à des initiatives qui, même si elles relèvent des grandes orientations stratégiques, recouvrent tellement de domaines qu'il n'est pas possible de les ranger dans un secteur bien précis. Calculer la part relative de ces dépenses pourrait fausser le chiffre des dépenses allouées en propre à chaque objectif stratégique. De ce fait, les «autres utilisations des fonds excédentaires au titre des objectifs stratégiques» sont présentées séparément. Elles comprennent des dépenses couvrant des activités de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, l'investissement dans le renforcement des capacités de gestion (montants alloués à des programmes techniques et à des régions), les statistiques, les communications externes, ainsi que 1 649 031 dollars consacrés aux crises et aux situations d'urgence et aux services régionaux, autant d'activités intersectorielles par nature. Les dépenses consacrées aux crises, aux services régionaux (autres que ceux mentionnés plus haut) et à la promotion de l'égalité entre hommes et femmes font partie des dépenses relevant des objectifs stratégiques.